



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure n° 2024/ICPE/308  
Société Française Donges-Metz (SFDM) à Piriac sur Mer**

**LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 juin 2019 autorisant la Société Française Donges-Metz (SFDM) à poursuivre l'exploitation des installations du parc D de stockage de liquides inflammables situées à Piriac sur Mer, route de Mesquene ;

**VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023/ICPE/429 du 20 décembre 2023 mettant en demeure la société SFDM de mettre en conformité les installations pré-citées ;

**VU** le courrier du 5 septembre 2024, de l'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique,

**ARRETE**

**Article 1 :** Est abrogé l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2023, par lequel la société SFDM a été mise en demeure de mettre en conformité les installations du Parc D de stockage de liquides inflammables qu'elle exploite à Piriac sur Mer, route de Mesquene.

**Article 2 :** La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.  
Elle peut faire l'objet :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai contentieux.

- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6, Allée de l'Île Gloriette 44041 Nantes Cedex), soit dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le 20 septembre 2024

**Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis,  
Suppléant du sous-préfet de Saint-Nazaire**

  
Marc MAKHLOUF